



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
CASU Michèle (pouvoir à GOALEC Bernard)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)  
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

### **Absents**

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

## Conseil de Communauté du 11 février 2021

## Délibération n°DCC2021\_030

**Objet**            **Vote des taux d'impositions 2021**

Rapporteur    Frédéric KERLAN

Service        Service Finances

Thème         Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Il est rappelé que la loi de finances pour 2020 a acté la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français, donnant ainsi naissance à la « taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) », dont le prochain taux voté par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) interviendra à compter de 2023.

Pour obtenir la compensation à l'euro près en faveur des collectivités locales concernées, la loi de finances pour 2020 prévoit dès 2021 le transfert aux communes (sauf Paris) de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, abondée le cas échéant par l'État, et, pour la Ville de Paris et les EPCI à fiscalité propre, le transfert d'une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Une évaluation du dispositif est prévue pour mémoire tous les trois ans.

Le produit de la TH s'est élevé en 2020 à 6,182 M €, le produit à compenser en 2021 a été estimé à 6,3 M €, intégrant une revalorisation des bases de 0,9 % qu'il est ainsi proposé d'inscrire au BP 2021 au nouvel article créé à cet effet, à savoir l'article « 7382 – Fraction de TVA ».

Il est proposé, pour les autres impositions disposant d'un vote de taux, de maintenir pour 2021 les dispositions antérieures.

**La taxe foncière sur les propriétés bâties**

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers de propriétés bâties. Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Les biens passibles de cette taxe sont les suivants :

- local d'habitation,
- parking,
- sol des bâtiments et terrains formant une dépendance indispensable et immédiate d'une construction,
- bateau utilisé en un point fixe et aménagé pour l'habitation, le commerce ou l'industrie,
- bâtiment commercial, industriel ou professionnel,
- installation industrielle ou commerciale (hangar, atelier, cuve, etc.)
- terrain à usage commercial ou industriel ou utilisé, dans certaines conditions, pour la publicité.

Cette taxe a pour mémoire fait l'objet d'une instauration pour les EPCI dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle en 2011, aucun taux n'était jusqu'alors appliqué par la Communauté.

Le conseil de Communauté a voté son taux actuel de 0,30 % en 2016 et l'a maintenu depuis lors.

Le produit de cette taxe s'est élevé en 2020 à 154 k€, il est proposé d'inscrire 155 k€ au budget 2021.

**La taxe foncière sur les propriétés non bâties**

Cette taxe est due par les propriétaires ou usufruitiers des propriétés non bâties et s'applique notamment aux :

- terres et serres affectées à une exploitation agricole,
- carrières, mines et tourbières,
- étendues d'eau, marais et marais salants,
- sols des propriétés bâties, bâtiments ruraux, cours et dépendances,

- sols occupés par les chemins de fer,
- voies privées, jardins et parcs etc.

Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année.

Lors de son transfert à la Communauté en 2011, le taux de cette taxe était de 1,82 %, il a été voté à 1,84 % en 2016 et maintenu depuis lors.

Son produit 2020 s'est élevé à 30 k€, il est proposé d'inscrire ce même produit au BP 2021.

Il est rappelé qu'à ce produit s'ajoute celui généré par la taxe additionnelle sur les propriétés non bâties, laquelle ne fait pas l'objet d'un taux, et dont le produit est de l'ordre de 71 K€.

### **La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)**

La TEOM finance pour partie le service de collecte et traitement des déchets ménagers ou assimilés.

La Communauté a instauré trois niveaux d'imposition et a ainsi fixé trois taux d'imposition. Ces taux inchangés depuis 2016 sont votés chaque année.

Le taux à 8,10 % est appliqué au seul centre-ville de Landerneau, que l'utilisateur soit desservi par une collecte au porte-à-porte, ou qu'il utilise les colonnes enterrées mises à sa disposition.

Les autres usagers de Landerneau ou des autres communes se voient appliquer le taux pour une tournée hebdomadaire. Cette tournée est alternativement dédiée à la collecte des déchets ménagers résiduels et des produits recyclables. Enfin, certains usagers contraints par un éloignement des points de collecte bénéficient d'une minoration du taux.

Les taux appliqués sont inchangés depuis 2016.

Le produit attendu pour 2021, dans l'attente de la notification des bases, est estimé à 3 247 247 €, soit le produit perçu en 2020.

### **La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**

La CFE a été instaurée à la suite de la réforme de la taxe professionnelle en 2011. Son taux initial était fixé à 23,72 % et il a été amené à évoluer une fois en 2016 pour atteindre 24,19 %. Ce taux doit être voté chaque année.

Le taux de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est appliqué sur la base de la valeur foncière des biens mis à disposition de l'entreprise pour l'exercice de son activité. Il s'agit d'une valeur locative calculée en fonction d'une grille tarifaire, dans laquelle sont classés les locaux à usage professionnel ou commercial, en fonction de leur nature ou leur destination.

Chaque année, la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels actualise les valeurs de cette grille tarifaire.

En l'absence ou en cas de base de CFE faible, une base minimum d'imposition est appliquée, selon le chiffre d'affaires ou les recettes générées par le contribuable. Les seuils de ces bases minimum et l'évolution des tranches supérieures ont été votés lors du conseil du 29 septembre 2017.

Le produit de la CFE 2020 s'est élevé à 3,955 M €, il est proposé, comme vu lors du débat d'orientation budgétaire, de retenir pour 2021 un montant de 3,560 M €, intégrant ainsi une baisse prévisionnelle de 10 % du fait des impacts de la crise sanitaire associée à la Covid-19 sur l'activité économique.

### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article 16 de la loi de finances pour 2020 actant la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des ménages français,

Vu les autres taux d'imposition votés chaque année depuis 2016,

Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties,

Vu les conditions de collecte des déchets sur le territoire de la Communauté,

Vu le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères attendu pour 2021,

Vu les dispositions encadrant l'imposition à la taxe foncière sur les propriétés non bâties,

Vu les dispositions encadrant l'imposition à la Cotisation foncière des entreprises,

Vu le débat d'orientation budgétaire organisé le 11 décembre dernier,  
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 12 janvier 2021,  
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 29 janvier 2021  
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 26 janvier 2021

**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 43

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

**Article 1 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2021.**

**Article 2 : décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée,**

**Article 3 : vote le maintien des taux de TEOM tels que présentés ci-dessous :**

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2020	Taux 2021
1 tournée > 200 m	6,28 %	6,28 %
1 tournée	6,99 %	6,99 %
2 tournées	8,10 %	8,10 %

**Article 4 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2021.**

**Article 5 : vote le maintien du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,19 % pour 2021.**